

MÉDIAS & CLIMAT

LANCEMENT D'UN BAROMETRE BELGE &
RESULTATS PRELIMINAIRES FRANCOPHONES EN TV



Health
Food Chain Safety
Environment

INTRODUCTION

INFORMER SUR L'URGENCE ENVIRONNEMENTALE : LIMITES DU TRAITEMENT MEDIATIQUE ET DEFI DE LA DESINFORMATION

Alors que les crises climatiques et environnementales s'intensifient à un rythme sans précédent, le traitement médiatique de ces thématiques s'impose comme un levier déterminant pour informer, sensibiliser et mobiliser l'ensemble de la société. Dans son rapport publié en 2022¹, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne que les médias et les réseaux sociaux « peuvent avoir un impact significatif pour faire progresser la conscience climatique et la légitimité des actions engagées » et jouent « un rôle crucial dans la perception qu'a le public du changement climatique, sa compréhension et sa volonté d'agir ». Mieux informer la société dans son ensemble ne constitue dans ce cadre pas uniquement une exigence démocratique, mais aussi un pré-requis à l'acceptabilité sociale des politiques environnementales. Les médias permettent en effet à chacun (citoyens, entreprises, décideurs) de s'approprier les enjeux, de débattre des solutions, et de contribuer, en connaissance de cause, à la transition

climatique et environnementale de nos sociétés.

Pourtant, ce traitement médiatique demeure aujourd'hui largement insuffisant, tant en volume qu'en qualité. Selon les dernières données de l'Observatoire international des médias et du changement climatique², la couverture mondiale des sujets environnementaux est en recul constant depuis 2022, une tendance qui n'épargne pas la Belgique. Les thématiques environnementales sont sous-représentées dans les médias audiovisuels et écrits, souvent abordées de manière réactive (lors de catastrophes, par exemple), fragmentée ou superficielle, au détriment des causes systémiques et des solutions.

En parallèle, la désinformation climatique progresse de manière alarmante. Volontaire ou issue d'une confusion persistante entre faits et opinions, elle infiltre l'espace médiatique, affaiblit la confiance

¹ Voir : https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf

² Voir : <https://mecco.colorado.edu/world/index.html>

envers les institutions scientifiques et entrave les dynamiques d'action collective. Ces contenus falsifiés, souvent portés par des coalitions d'intérêts convergents — économiques, idéologiques, industriels — ne sont ni accidentels ni marginaux : ils s'inscrivent dans une stratégie délibérée de manipulation de l'opinion publique, visant à ralentir ou bloquer les réformes nécessaires, voire dans certains cas à déstabiliser nos démocraties. Dans son dernier rapport, l'International Panel on Information and Environment³ souligne la rapide accélération de ce phénomène et révèle que les décideurs politiques en sont la cible prioritaire, ces tentatives de brouillage informationnel cherchant à créer l'illusion d'un débat là où existe un consensus scientifique clair. Le GIEC lui-même alerte sur les effets délétères de ce phénomène, évoquant « l'affaiblissement délibéré de la science » comme un facteur clé de la sous-estimation des risques et de la perte d'unité politique autour de la transition.

Ces dernières années, de nombreux acteurs nationaux et internationaux ont pris conscience de l'importance de ces thématiques. Une série de coalitions d'acteurs internationaux ont ainsi vu le jour (telles que le Pacte numérique mondial⁴ ou l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques, que la Belgique a rejoint à la COP30 de Belém⁵), tandis que certains pays ont également engagé des actions concrètes de leur côté (telle que la France, via la mise en place de son Observatoire des médias sur l'écologie⁶). Ces différentes initiatives reconnaissent le rôle central joué par les médias et les réseaux sociaux dans le soutien à l'action climatique, tout en identifiant la mésinformation et la désinformation⁷ comme des obstacles majeurs à la mise en œuvre des politiques environnementales. Elles appellent les États à en évaluer l'impact et à mettre en place des mesures concrètes pour y remédier.

³ Voir : <https://www.ipie.info/>

⁴ Voir : <https://www.un.org/fr/summit-of-the-future/global-digital-compact>

⁵ Voir : <https://www.un.org/fr/climatechange/information-integrity>

⁶ Voir : <https://observatoiremediaecologie.fr/>

⁷ La mésinformation désigne la diffusion involontaire de fausses informations, tandis que la désinformation correspond à la propagation intentionnelle de contenus faux, inexacts ou trompeurs, dans le but de nuire.

MISE EN PLACE DU BAROMÈTRE BELGE DE L'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE PAR LE SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL SANTÉ (SPF)

C'est la raison pour laquelle le SPF Santé a mis en place le « Baromètre Belge de l'Information Environnementale », avec le soutien du CSA.

Ce projet, mené par l'association Quotaclimat, a une triple mission :

- **Analyser le traitement médiatique des enjeux environnementaux** dans les programmes d'information radiophoniques et télévisuels au nord et au sud du pays,
- **Mieux comprendre les phénomènes de désinformation et de mésinformation** climatique et environnementale dans notre pays et
- **Mener des concertations avec le secteur médiatique belge** pour identifier des bonnes pratiques et des mesures à mettre en place. A terme, ce projet inclura également les réseaux sociaux dans son périmètre.

Un premier périmètre a permis de mener une étude inédite sur une partie des services télévisuels de la Fédération Wallonie-Bruxelles en 2025. Dès 2026, le périmètre d'analyse de ce projet portera sur l'ensemble des programmes d'informations des radios et chaînes

télévisées francophones et néerlandophones, en ce compris les médias de proximité et intégrera également la détection de la désinformation. A terme, il portera également des analyses liées aux réseaux sociaux.

Cette initiative reposera sur une méthodologie d'analyse rigoureuse et transparente, construite avec l'appui d'un comité d'accompagnement scientifique.

Elle se déroulera en consultation avec les acteurs belges pertinents en la matière, tels que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le Vlaamse Regulator voor de Media (VRM), le Vlaamse Vereniging van Journalisten (VVJ), l'Association des journalistes professionnels (AJP), le Raad van Journalistiek (RvJ) et le Conseil de déontologie journalistique (CDJ).

L'objectif est en effet de travailler avec le secteur, afin d'identifier les bonnes pratiques et les actions qui pourraient être mises en œuvre afin de renforcer l'intégrité de l'information en Belgique.

Ce projet est une première initiative du genre en Belgique.

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES



PÉRIMÈTRE ET PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES

INTENTION

L'objet de cette note préliminaire est de poser un premier constat, chiffré et documenté sur l'état de la couverture médiatique des sujets environnementaux en Belgique francophone. Il s'agit de résultats préliminaires, qui ne concernent qu'une partie du secteur télévisuel belge francophone.

Ces résultats serviront de base à une discussion menée dans le cadre du kick-off du Baromètre Belge de l'Information Environnementale, le 26 janvier 2026, en présence de représentants du secteur médiatique.

À cette fin, sont analysés :

- La couverture par médias et agrégée des différentes crises environnementales : crise climatique, crise de la biodiversité et crise des ressources naturelles.
- Les maillons de la chaîne causale des crises environnementales : causes, constats, conséquences et solutions.
- L'ensemble des secteurs d'activité émetteurs ou posant une pression sur les écosystèmes : énergie, mobilité, agriculture, etc.


Si ces travaux - et sa méthodologie - restent préliminaires, ils peuvent servir de premier cadre d'analyse pour mettre en lumière les bonnes pratiques, tendances vertueuses et pistes de réflexions d'amélioration.

PERIMETRE

Pour l'ensemble des travaux réalisés, le périmètre identifié est le suivant :

- Certaines chaînes télévisions captées par le CSA, soit :
 - La Une
 - La Trois
 - LN24
 - RTL-TVi
 - Trends Z
- Les journaux télévisés et autres programmes récurrents d'information. Il s'agit donc d'un périmètre mouvant en fonction de l'apparition ou la disparition de programmes entre octobre 2024 et octobre 2025. Cette étude préliminaire n'inclut pas les documentaires, les magazines culturels ou d'éducation permanente, les programmes de divertissement, l'infotainment ou la fiction.

Par ailleurs, les données ont été collectées sur une année. Ces travaux seront mis à jour régulièrement.



METHODOLOGIE SIMPLIFIEE

La méthodologie de mesure et d'interprétation des différents sujets traités dans les programmes télévisuels repose sur **l'analyse d'un champ lexical massif, co-développé avec un comité d'experts**, et couvrant un ensemble large de mots-clés liés aux crises environnementales.

Les mots-clés sont ensuite attribués aux différentes crises (pouvant être multiples), aux différents maillons de la chaîne causale, ainsi qu'aux différents secteurs d'activités.

L'ensemble de ce vocabulaire est également séparé entre le vocabulaire immédiatement relatif aux crises (ex : changement climatique ; canicule ; énergie renouvelable.) et le vocabulaire plus transversal ou polysémique (ex : scientifique ; train ; voiture ; production). Pour cette seconde catégorie, considérée comme présentant un risque élevé de faux positifs, une analyse de proximité est automatiquement réalisée afin de vérifier que ces termes sont bien utilisés dans un contexte environnemental pertinent.

Enfin, pour chaque mot-clé détecté, une durée (20 secondes) est attribuée afin d'estimer le temps d'antenne total relatif aux enjeux environnementaux, aux différentes crises, etc. Cette durée a été construite à l'aide d'une labellisation humaine d'un certain nombre de contenus, afin de garantir un équilibre entre sous- et sur-estimation.

La méthodologie complète est disponible sur le site de l'Observatoire des Médias sur l'Ecologie en France⁸.

⁸ <https://observatoiremediaecologie.fr/methodologie/>

SYNTHESE DES RESULTATS

Pour cette première analyse, la comparaison sur certains points est faite avec les médias français durant la même période. Naturellement, les prochaines analyses proposeront aussi la comparaison avec les résultats des années précédentes dans le paysage de la FWB.

Une couverture moins silotée qu'en France : la couverture climat/biodiversité est moins compartimentée qu'en France. La couverture des sujets biodiversité dépasse ponctuellement celle des sujets climat en octobre 2024 (COP16). La couverture biodiversité (2,2% en moyenne) reste proche de celle du climat (2,6% en moyenne, soit 20% de plus que la biodiversité contre 45% en France) et fortement corrélée (0,8). Les médias belges tendent ainsi à une approche plus transversale des crises environnementales.

Des différences fortes entre chaînes : LN24 couvre très peu les enjeux environnementaux, comme les chaînes d'information françaises. Trends Z consacre une part importante à l'environnement et à la transition (>7%), reflétant le lien environnement-économie. Les chaînes généralistes montrent des niveaux comparables aux équivalents français.

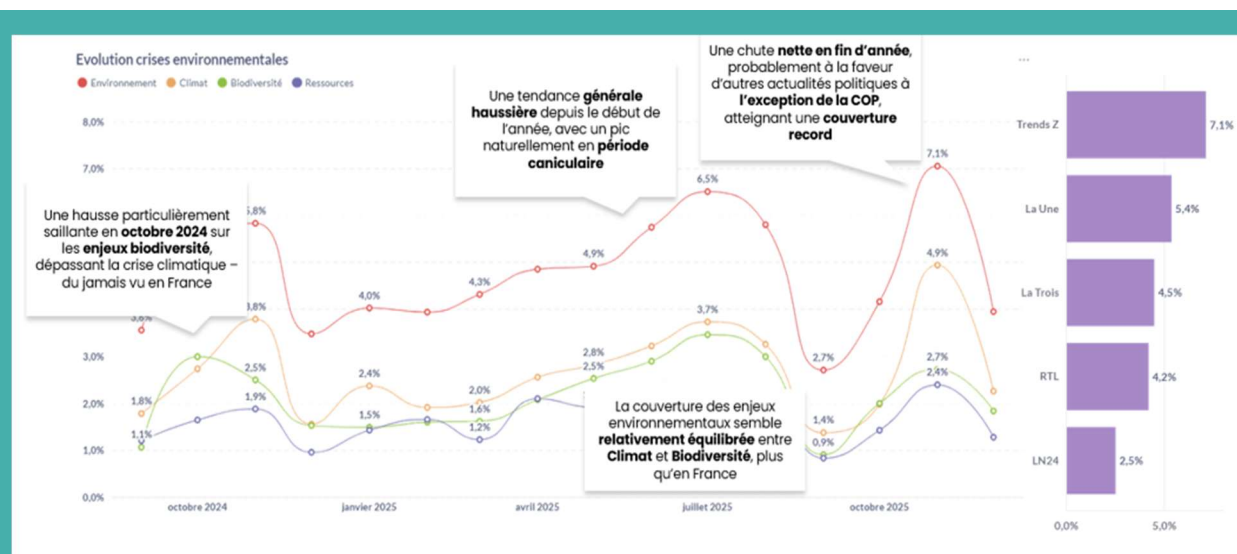
Une meilleure recontextualisation des événements extrêmes : la télévision belge francophone semble relier davantage les événements météorologiques extrêmes à la crise climatique. Le ratio mentions "climatique" / "canicule" est près de sept fois plus élevé qu'en France pour les canicules de 2025, indiquant une contextualisation plus fréquente.

Un équilibre entre conséquences, solutions et causes : en août 2025, environ 30 % des mentions climatiques concernent les conséquences (canicules). Cette hausse ne réduit pas l'espace dédié aux solutions. Dans le même temps, les causes ne représentent que 11 % de la couverture, un élément pourtant essentiel pour la compréhension publique et la redevabilité des secteurs émetteurs.

Le secteur du logement, un angle sous-couvert : la couverture du logement dans le prisme climatique est très faible (5%), alors que le chauffage représente 17,6 % des émissions belges en 2023 et que cela concerne des enjeux concrets pour les citoyens comme la décarbonation des bâtiments. Le débat médiatique reste centré sur l'énergie (37%), et dans une moindre mesure le transport et la mobilité (24%).

Une couverture de la biodiversité peu axée sur ses conséquences : la crise de la biodiversité est moins bien structurée médiatiquement que le climat. Les conséquences concrètes représentent moins de 6 % de la couverture, ce qui limite la compréhension de l'urgence. Le cadrage relève davantage du registre "nature" que d'une crise systémique aux impacts tangibles.

UNE COUVERTURE MEDIATIQUE STRUCTURELLEMENT STABLE SUJETTE A DES VARIATIONS LORS D'EVENEMENTS PARTICULIERS DE L'ACTUALITE MEDIATIQUE ET CLIMATIQUE, DE-SILOTEE ENTRE CLIMAT ET BIODIVERSITE



Graphique : évolution de la couverture médiatique des sujets environnementaux à la télévision belge francophone sur la période analysée. En rouge : crise environnementale. En orange : crise climatique. En vert : crise de la biodiversité. En bleu : crise des ressources naturelles. Puisqu'il y a des recoupements entre les différentes crises, le total « environnement » n'est pas égal à la somme des trois crises.

[Consultez les données en ligne](#)

Les premiers résultats consolidés permettent d'identifier une première tendance : la couverture médiatique des sujets environnementaux est stable autour de 4,8% avec des variations en fonction de l'actualité médiatique et climatique. Si la tendance était plutôt haussière début 2025 avec un pic à l'été lors des épisodes caniculaires, on constate une nette baisse en fin d'année où **les enjeux environnementaux semblent à nouveau dépriorisés dans la couverture télévisuelle globale** à l'exception de la COP 30 en Novembre qui bénéficie d'une couverture record (7,1% en moyenne 5,6% en France).

Cette tendance et ces premiers résultats seront à confirmer avec plus d'historique de données.

Par ailleurs, la crise de la biodiversité a **ponctuellement dépassé la crise climatique en octobre 2024, à l'occasion de la COP 16 Biodiversité**. Un fait non observé sur le périmètre français. Dans l'ensemble, la couverture de la crise de la biodiversité semble :

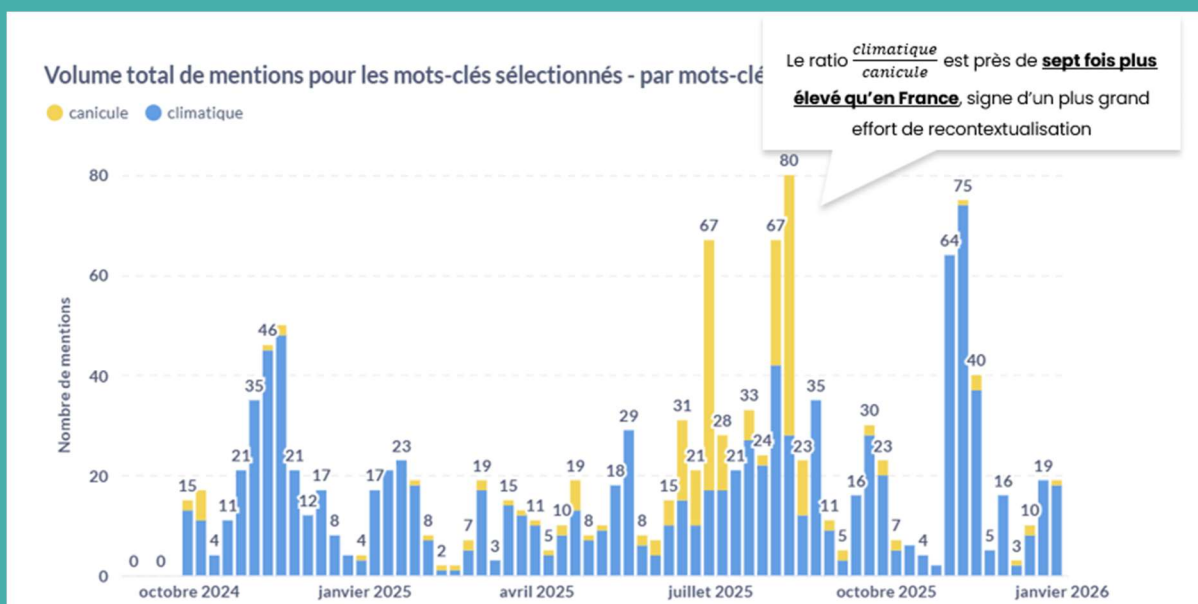
- relativement proche (**couverture climat seulement 1,2 fois supérieur à la couverture de la biodiversité** vs 1,45 fois en France) de la crise climatique, à l'exception de moments ponctuels (crise énergétique, COP, etc.) ;
- fortement corrélée (**coefficient de corrélation 0,8**) à la crise climatique.

On peut déduire de ce résultat que, sur base des premiers mois analysés, la couverture médiatique des sujets environnementaux à la télévision en Belgique francophone semble moins

silotée qu'en moyenne en France, favorisant une couverture transversale des différentes crises environnementales.

La comparaison entre les médias apparaît concordante avec les résultats identifiés en France : **LN24, chaîne historiquement axée information en continu, désormais chaîne généraliste, reste celle couvrant le moins les enjeux environnementaux**, un constat partagé avec CNews, BFM TV, LCI ou FranceInfo dans une certaine mesure en France. De son côté, Trends Z (ex-Canal Z), chaîne dont la ligne éditoriale est historiquement économique, semble avoir dédié une part d'antenne significative aux crises et à la transition (>7% d'antenne). **Ce résultat rappelle l'intrication forte entre environnement et économie**. Les autres chaînes, plus généralistes, sont **d'ordres de grandeur comparables avec les chaînes similaires en France** (France 2, France 3 IDF ou TF1 par exemple), qui trouvent par ailleurs une audience significative (~ 30%) en Fédération Wallonie-Bruxelles.

DES CANICULES RE-CONTEXTUALISEES



Graphique : évolution du nombre d'occurrences des mots-clés "canicule" et "climatique", marqueur de la recontextualisation du phénomène lors de la couverture médiatique.

[Consultez les données en ligne](#)

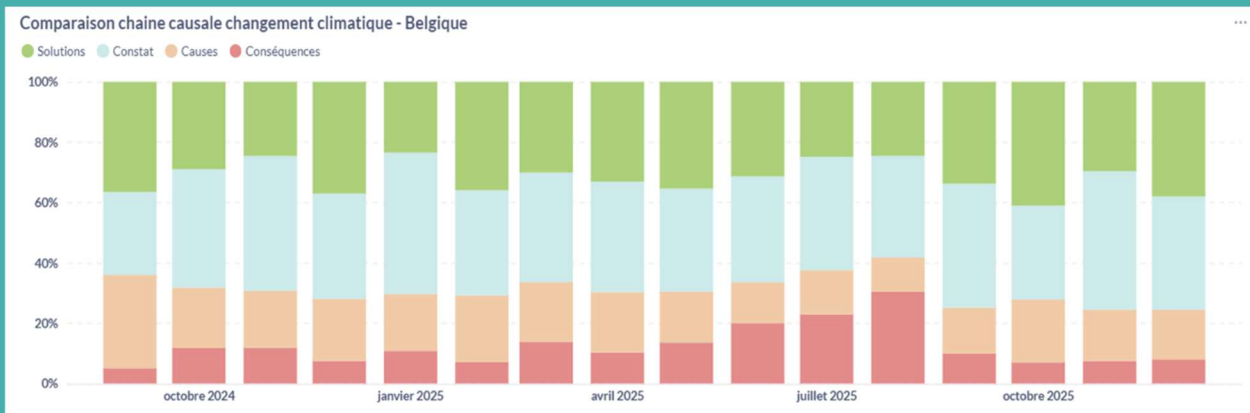
Parmi les éléments saillants mesurés par la méthodologie de l'Observatoire se trouve **la contextualisation des conséquences des crises environnementales**. En effet, si la couverture des crises, notamment climatique, augmente significativement lors d'événements météorologiques extrêmes, il convient de poser la question suivante : les médias font-ils, lorsqu'ils traitent des conséquences des crises environnementales (par exemple les inondations), le lien avec la crise en question (climatique en l'occurrence) ?

Une façon d'aborder cette question consiste à construire des indicateurs intermédiaires, comme le rapport entre le nombre de mentions de "canicule" et le nombre de mentions de "climatique".

Ce rapport (entre les mentions "canicule" et "climatique") est **6,7 fois plus élevé lors des canicules de l'été 2025 en Belgique** que lors des canicules équivalentes en France (juin et août 2025). **La télévision francophone belge semble, à ce titre, faire un effort de recontextualisation de la canicule plus importante que la télévision française.**

Les développements en cours de l'Observatoire des Médias sur l'Écologie **permettront d'identifier de façon automatisée un indicateur du lien causal entre les conséquences et les constats.**

UNE COUVERTURE MEDIATIQUE MARQUEE PAR LES CONSEQUENCES DE LA CRISE CLIMATIQUE, MAIS ATTENTIVE AUX SOLUTIONS



Graphique : évolution de la proportion des différents maillons causaux dans la couverture de la crise climatique : conséquences, causes, constat et solutions.

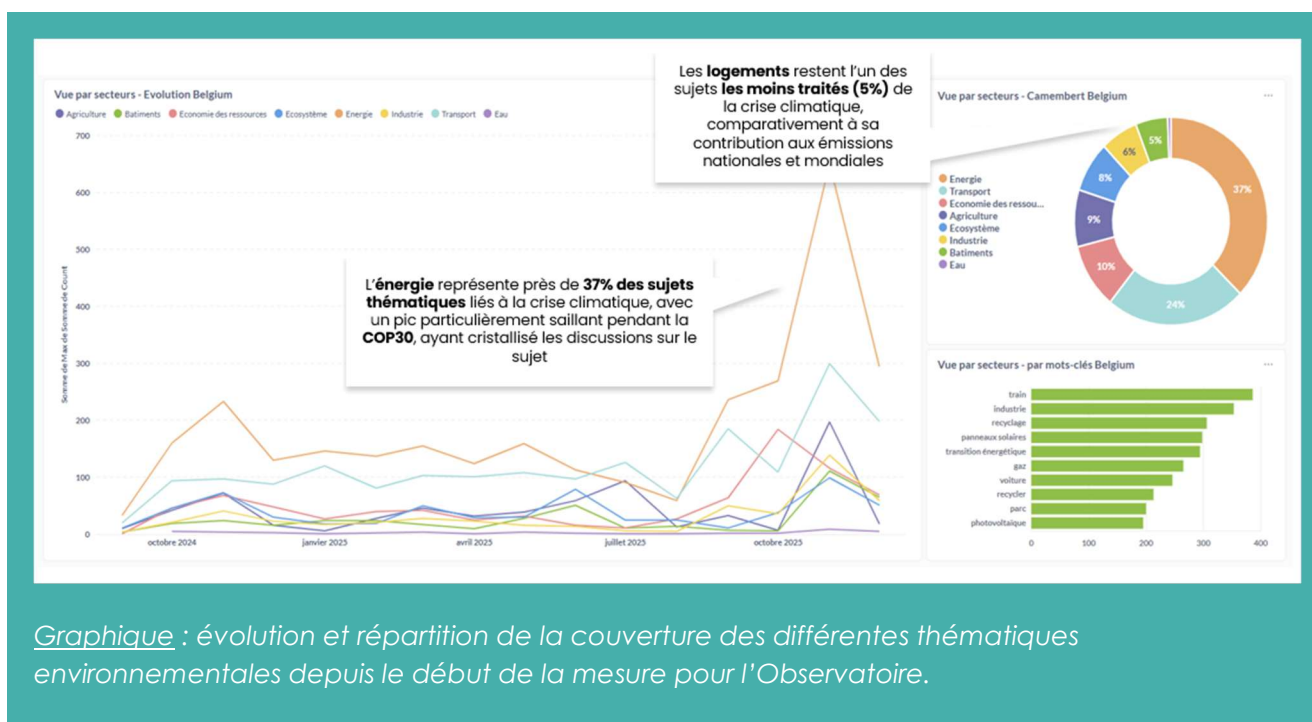
Méthodologie accessible : <https://observatoiremediaecologie.fr/methodologie/>

En Belgique, comme en France, la couverture médiatique des enjeux environnementaux, et notamment de la crise climatique, est fortement corrélée à la présence d'événements météorologiques extrêmes, ainsi qu'à l'actualité environnementale en règle générale. Ainsi, **en août 2025, près de 30% des mentions d'éléments en lien avec le changement climatique étaient relatifs aux conséquences** - canicules notamment.

Il convient de noter que **cette augmentation de la couverture des conséquences ne semble pas s'être faite au détriment de la couverture des solutions**, limitant les risques de diffuser une forme d'éco-anxiété paralysante.

Il apparaît également utile d'insister sur l'importance du traitement des causes de la crise climatique, notamment en période d'événements météorologiques extrêmes. Si le lien entre les conséquences et les solutions est essentiel, **relier les conséquences à leurs causes** (11% de la couverture en août par exemple) **est également un moyen de faciliter la compréhension de l'efficacité et de la légitimité de certaines solutions, en favorisant la redevabilité des secteurs les plus émissifs.**

LA DECARBONATION DES LOGEMENTS, EN RETARD DANS LA BAISSÉ DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE COMME DANS LEUR COUVERTURE MÉDIATIQUE



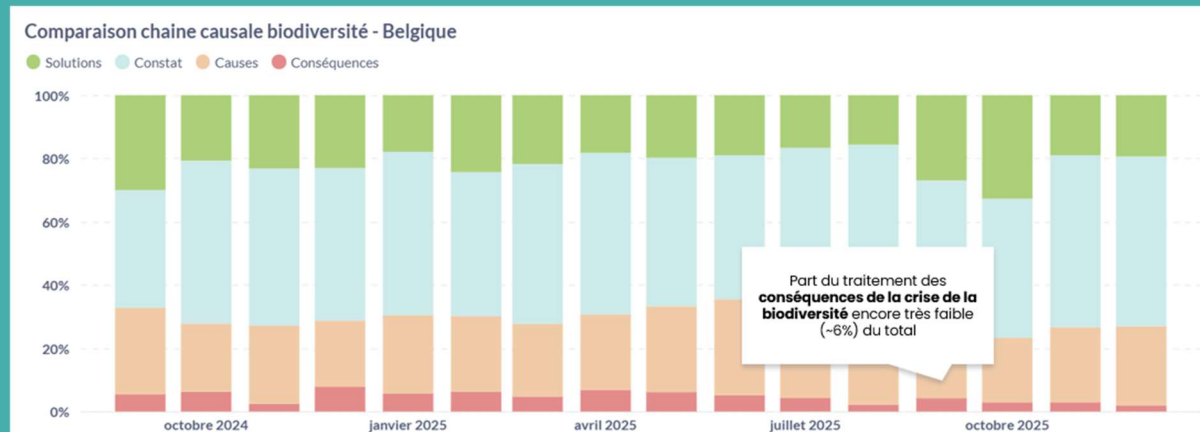
Graphique : évolution et répartition de la couverture des différentes thématiques environnementales depuis le début de la mesure pour l'Observatoire.

[Consultez les données en ligne](#)

La répartition sectorielle de la couverture de la crise climatique est relativement similaire à celle que l'on peut trouver en France. En Belgique, **le débat est en grande partie centré sur les enjeux énergétiques**, notamment à l'approche de la COP 30 (novembre 2025). Si la transition énergétique est une dimension centrale de la décarbonation, ce cadrage n'est pas le plus susceptible de créer une identification du grand public à ses modes de vie individuels. À titre d'exemple, **la couverture médiatique du logement, sous l'angle du climat, est très faible (~ 5% du total), alors que le chauffage (résidentiel ou tertiaire) représentait en 2023 17,6% des émissions de GES en Belgique⁹.**

⁹ [Émissions par secteur](#)

BIODIVERSITE OU CRISE DE LA BIODIVERSITE : LES CONSEQUENCES ENCORE SOUS-COUVERTES



Graphique : évolution de la proportion des différents maillons causaux dans la couverture de la crise de la biodiversité: conséquences, causes, constat et solutions.

Methodologie accessible : <https://observatoiremediaecologie.fr/methodologie/>.

Si le traitement de la chaîne causale de la crise climatique apparaît relativement équilibré entre les maillons, **la couverture télévisuelle de la biodiversité l'est moins.**

En effet, la **couverture des conséquences concrètes de la crise de la biodiversité reste relativement faible (~6% du total).**

Il semble ainsi probable que le cadrage des sujets liés à la biodiversité relève plus de "la nature" plutôt que de "la crise de la biodiversité" à proprement parler. **La compréhension générale de cet enjeu pourrait viser à s'améliorer via une couverture renforcée des conséquences associées.**

SYNTHESE DES PISTES A EXPLORER

Suggestions de Quota Climat

Sur base de ces constats, des discussions seront menées avec le secteur afin d'identifier des recommandations et des bonnes pratiques pouvant être mises en place en Belgique. Sur base de la littérature et de discussions réalisées dans le cadre de l'Observatoire de l'écologie dans les médias français, les pistes suivantes pourraient notamment être explorées :

Équilibre et constance de la couverture

- Sanctuariser des temps réguliers dédiés à la couverture des enjeux environnementaux, pour assurer qu'ils ne soient pas une variable d'ajustement
- Former la rédaction aux enjeux environnementaux, à commencer par les plus hautes strates de management (direction, rédactions en chef, journalistes exposés au direct)
- Intégrer la dimension environnementale dans les interviews politiques et économiques
- Favoriser l'invitation d'experts dans les contenus produits : interviews, débats, etc.

Diversité et transversalité de la couverture

- Positionner, géographiquement dans les rédactions et structurellement dans l'organigramme, le pôle environnement de manière à favoriser une couverture transversale des enjeux (exemples de l'Agence France Presse ou du New York Times)
- Favoriser l'enquête de terrain
- Diversifier les invités, pour favoriser l'identification d'une audience plus large
- Former les rédactions au journalisme de solutions

Prévention et information en situation de crise

- Renforcer la couverture en amont et pendant les événements climatiques extrêmes en intégrant systématiquement des informations pratiques sur les comportements à adopter et les autorités officielles à contacter, afin de renforcer la préparation, la sécurité et la résilience du public
- Anticiper les pics de désinformation en diffusant une information expertisée sur les narratifs récurrents
- Former les journalistes exposés au direct aux narratifs de désinformation les plus récurrents